

# L'Humanité

## rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi  
27 mai 1976  
No 498  
1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

### Les banquiers s'adressent à vous

#### «Silence dans les rangs et serrez-vous la ceinture»

Décidément, Giscard qui prétend dire toute la vérité, tient à prendre les masses populaires pour des imbéciles. Son discours portait sur trois thèmes : la politique économique, les personnes âgées et les soi-disant libertés.

D'après ce gouvernement de profiteurs et de parasites, l'événement le plus important de cette année, c'est la reprise de l'activité économique, et 1976 sera une année de forte croissance (entendons par là les bénéfices des grands monopoles auxquels l'État capitaliste est subordonné, c'est bien la seule chose sur laquelle on puisse lui faire confiance !). Et de se pavaner... la crise n'aurait duré QUE 18 mois, et de parler de disparition progressive des difficultés notamment de l'emploi. Que lui et ses acolytes aillent faire un tour dans les Agences nationales pour l'emploi où les chômeurs font la queue pour pointer et essayer de trouver du travail.

Il ajoute implicitement qu'il aurait fallu plus de chômeurs pour ne pas détériorer la situation des entreprises ! Il s'est félicité qu'il y ait beaucoup plus de jeunes qui se présentent au baccalauréat, en évitant de dire que ce diplôme ne sert pratiquement plus à rien, sinon à se retrouver chômeur ou, au «mieux», avec un travail ne correspondant pas aux études faites. Ce n'est pas en vantant les diplômes que la bourgeoisie donnera du travail aux jeunes.

Et comment peut-il parler de la fin de la crise, alors qu'il avoue lui-même que son gouvernement va maintenant s'occuper surtout de freiner l'inflation galopante ? Inflation et chômage sont bien les deux «ressources» utilisées par les capitalistes pour faire payer la crise aux travailleurs, aux pauvres. C'est bien pourquoi il ressort cette vieille rengaine archi-réactionnaire : modérez vos revendications, le capitalisme s'occupe de vous ; quant à nous, nous veillons sur le capital. Et de vanter les accords signés par les syndicats, tous (tout au moins pour leurs dirigeants) maniaques de la négociation à tout prix et en fait défenseurs du système capitaliste.

(Suite page 3)

## Annecy, 37e Congrès de la CFDT

# LE REPRESENTANT DES USA EXPULSE L'URSS DENONCEE

Le bureau national de la CFDT a invité, pour assister au congrès un certain nombre de délégations d'ambassades avec qui il entretient des «relations». Parmi ces délégations : «l'attaché social» de l'ambassade des Etats-Unis, un représentant de la RFA (Allemagne) et de l'Angleterre. Aussitôt quelques syndicats proposaient une motion d'ordre

demandant l'expulsion du congrès du représentant de l'impérialisme américain. C'est par 12 888 mandats contre 9 800 et 1 000 abstentions que cette expulsion était votée.

Auparavant le secteur international de la CFDT a voulu justifier cette présence en essayant de se faire entendre parmi les vigoureux «US, go home» et «A bas

l'impérialisme américain» que lançait la salle. Cet épisode du congrès appelle plusieurs commentaires :

1) En révélant qu'elle entretient aussi des relations avec l'ambassade d'URSS, la direction confédérale confirme ainsi que derrière la façade de quelques condamnations, timides d'ailleurs, de l'impérialisme (américain surtout, le social-impérialisme n'étant jamais dénoncé comme tel) se cache une politique de relations amicales avec les représentants des 2 superpuissances en France. N'est-ce pas qu'à l'instar des dirigeants du PCF, de la CGT et du PS, la direction de la CFDT, malgré ses déclarations ronflantes, prépare elle aussi de façon active les élections législatives et cherche comme eux appui et en-

couragement dans les couloirs d'ambassades impérialistes ?

2) Les dirigeants confédéraux se croient-ils déjà eux aussi au gouvernement pour mener une telle politique de relations avec des États étrangers qui n'a jamais été soumise à l'approbation des adhérents ? L'éclectisme est le propre de la réaction et de l'opportunisme, le bureau national CFDT vient d'en administrer une nouvelle preuve ; pourquoi ne pas avoir aussi invité une délégation du gouvernement français ? Voilà en tout cas un incident qui apprendra à de nombreux adhérents à ne pas se laisser prendre aux paroles enrochées de sucre sur le «syndicalisme de classe» et «l'indépendance» de leurs dirigeants confédéraux.

### DERNIERE MINUTE

S'opposant à la décision prise mardi par le congrès d'expulser l'attaché social de l'ambassade des États-Unis qui avait été invité par le bureau national, E. Maire est intervenu mercredi matin pour demander au congrès de revenir sur sa décision et présenter ses excuses au représentant de l'ambassade des États-Unis, ainsi qu'à ceux de l'ambassade de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale et d'Israël qui s'étaient solidarisés.

E. Maire s'est justifié en expliquant que l'attaché social de l'ambassade américaine

était là en tant que journaliste chargé d'informer le gouvernement et les syndicats de son pays. Pour tenter de décider les congressistes, il a cité une motion à son avis dangereuse, du Syndicat national de la distribution des eaux. Cette motion proposait d'expulser outre le représentant de l'ambassade des États-Unis, celui de l'URSS, en soulignant que le congrès n'a pas à choisir entre les deux superpuissances. Cependant cette motion a été applaudie par près de 400 délégués tandis qu'aucune manifestation hostile n'émanait des congressistes...

## Aux «Dossiers de l'écran», mardi soir LA RESISTANCE INSULTEE

Bien des poings se seront serrés mardi soir, tandis que se déroulait à la télévision, une émission destinée à préparer la réhabilitation du vieux traître Pétain. Nombreux auront été ceux qui auront ressenti cette émission comme une injure au combat mené par notre peuple contre les nazis, une injure aux martyrs de la Résistance. Quel honnête homme n'aura pas senti une juste haine l'envahir, en voyant 3 ordures rescapées de la Kollaboration se livrer avec cynisme à l'apologie de Pétain et leurs activités au service des nazis.

Il fallait voir ce vieux déchet, l'amiral Auphan, justifier l'armistice, il fallait entendre dire : «Les communistes ne résistaient pas, c'est nous qui résistions» ! Il fallait l'entendre insulter la Résistance, appelée par lui «guerre subversive» ! Il fallait voir le sourire insolent de cette vermine d'Isorni, défenseur de tous les crimes de la Kollaboration à l'OAS.

Un film projeté était tout à la gloire de Pétain dont on

voulait nous donner l'image d'un «brave homme». Ce n'est qu'en passant qu'ont été mentionnés quelques uns des crimes des kollabos : les assassinats des résistants, la déportation vers les camps de la mort. Seuls quelques anciens résistants avaient cru devoir s'associer à cette révoltante mascarade, en reniant ainsi leur passé. Il est vrai que pour l'un d'entre eux, Teitgen, c'est chose faite depuis longtemps.

(Suite page 3)

## Kampuchéa démocratique RETOUR AU PAYS

Le Kampuchéa démocratique continue d'exciter la haine des réactionnaires de tout bord. Cela ne l'empêche pas de continuer à avancer à grand pas dans la voie révolutionnaire que le peuple a imposée par les armes et dont il demeure le garant.

Et par-delà le venin des mensonges et de la calomnie, la vérité se fraie son chemin sur l'excellente situation qui règne au pays.

La déclaration que nous reproduisons ci-dessous, émanant de 126 Cambodgiens expatriés avant ou aussitôt après la guerre, en porte témoignage.

Nous, étudiants, stagiaires, fonctionnaires, militaires, anciens «réfugiés forcés» expatriés aux États-Unis, au Canada et en Europe dans des circonstances de guerre d'agression US contre notre pays, allons rejoindre cette semaine même notre chère patrie, le Kampuchéa démocratique.

Retourner dans son pays est une «chose qui va de soi» pour ne pas dire normale ou naturelle. Mais dans la situation où de viles campagnes calomnieuses sont orchestrées contre notre pays, notre peuple et où nous sommes nous-mêmes soumis aux pressions multiples, nous tenons, par cette déclaration commune, à exprimer auprès de l'opinion publique internationale éprise de paix et de justice, en même temps que les raisons de notre décision de rentrer, notre profonde indignation et notre condamnation de ces campagnes de dénigrement et de ces pressions.

Notre décision n'a été dictée par aucune passion. Elle n'a pas été non plus prise dans l'obscurantisme, mais après une mûre réflexion, faite à partir des prises de connaissance des faits authentiques de tous ordres, politique, économique, social, faits qui se sont réalisés dans la nouvelle société du Kampuchéa démocratique, notamment après la libération totale du 17 avril 1975.

En effet, c'est presque superflu de le redire, les prodigieuses et immenses réalisations actuelles, avec une ardeur combien sublime, de notre peuple, non seulement expliquent l'enthousiasme et la hâte des Cambodgiens d'aller apporter leur part de contribution, mais sont aussi, pour l'humanité entière qui a été toujours au côté du peuple du Kampuchéa dans ses heures difficiles, autant de sources de fierté, d'admiration et de joie profondes.

(Suite p. 2)

### L'OLP CONDAMNE LA DÉCLARATION DE GISCARD

Dans un message dont le texte a été diffusé au début de l'après-midi de mardi, au Caire, Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, a dit que les déclarations de Giscard «comportent des éléments très graves qui visent la révolution palestinienne, les peuples palestiniens et libanais». Il a déclaré également que «les dirigeants de la résistance palestinienne ont pris conscience depuis longtemps du danger de telles déclarations et des interventions militaires étrangères».

Le responsable politique de l'OLP a souligné également dans son message que cette initiative «constitue une invitation indirecte à la poursuite des combats au Liban».

Pour l'OLP «il s'agit d'une provocation à l'égard de l'attitude commune arabe, et un grave développement dans le cours des événements». Selon Kaddoumi, «cette initiative donne le droit à n'importe quel pays de prendre une mesure semblable».

«Cette situation, a conclu Kaddoumi, nécessite une action rapide pour condamner cette initiative et limiter ses conséquences néfastes. Elle nécessite également une proclamation par les Arabes de leur rejet de toute intervention étrangère au Liban, et enfin l'adoption immédiate de mesures effectives à l'encontre de cette proposition».

## Kampuchéa démocratique

## RETOUR AU PAYS

Suite de la page une.

Cette campagne d'intoxication tente de faire croire à l'opinion publique qu'il y a des « choses horribles » au Kampuchéa, des « crimes », des « massacres »... ; l'ardeur l'enthousiasme de la population dans les champs en pleine métamorphose est présenté comme du « travail forcé » dans des « camps » sous la baïonnette ; les responsables du pouvoir populaire actuel sont assimilés à des pires « dictateurs » avec des épithètes méprisantes de « sectarisme intransigent » sinon de « conception primitive, brutale », etc.

Comment expliquer tous les succès remportés par notre peuple dans tous les domaines, s'il y a autant de « centaines de milliers de massacres » ?

Comment croire qu'un tel peuple qui a si opiniâtrement combattu toutes les injustices toutes les inégalités tous les maheurs, pourrait une fois parvenu au pouvoir, instituer ou autoriser ces mêmes maux ?

Certains d'entre nous, qui ont été embarqués de force par des généraux réactionnaires dans les bateaux le jour de la libération, emmenés aux États-Unis et parqués dans de vrais camps, ont subi et vécu directement ces campagnes d'intoxication, voire des menaces personnelles.

Certains d'entre nous sont aussi de ceux qui ont été parqués dans des camps de réfugiés en Thaïlande. Nous y savons trop bien comment la machine de propagande impérialiste fabri-

que les nouvelles. Là-bas on achète les gens pour raconter les choses qui n'existent pas ; on truque les photos !

Ainsi toute cette campagne de dénigrement traduit une fois de plus un profond mépris, un grave affront de leurs auteurs à l'encontre du peuple du Kampuchéa ainsi qu'à l'encontre de l'opinion publique éprise de paix et de justice du monde entier.

causant une cinquantaine de morts et blessés et naturellement leurs machines de propagande et d'intoxication tentent de déformer et cacher ces faits.

Force est de constater que l'impérialisme américain et ses complices veulent subjuguer notre peuple. Leurs campagnes d'intoxication visent à l'isoler politiquement, à dénaturer les succès

nous nous permettons de lancer un appel à tous nos compatriotes à l'étranger à rejoindre le plus rapidement le Kampuchéa démocratique pour apporter notre part de contribution à l'œuvre de relèvement d'économie nationale, d'édification de la société nouvelle et de la défense du pays.

Nous sommes convaincus que l'opinion publique éprise



Partout le visage de la campagne se transforme pour le bien-être du peuple.

Il n'est pas difficile de percer le noir dessein des auteurs de cette campagne calomnieuse ; ils veulent à tout prix faire oublier le plus vite leurs crimes contre notre peuple ; en même temps ils cherchent par tous les moyens à empêcher notre peuple de reconstruire et de construire son pays. Comme exemple récent, ces défenseurs de « liberté », les impérialistes américains, sont allés lâchement bombarder la ville de Siemreap

remportés par notre peuple, à dénigrer sa juste cause qui est aussi celle de tous les peuples épris d'indépendance, de paix et de justice. Mais les faits sont très tenaces et les paroles n'y peuvent rien.

Animé d'un profond sentiment de fraternité et de large union nationale, conscient que les immenses destructions subies par notre pays exigent non seulement une fierté passive et une adhésion formelle, mais des résolutions et des efforts,

d'indépendance, de paix et de justice aux États-Unis, au Canada et en Europe n'accordera aucun crédit à toute cette campagne calomnieuse des impérialistes américains et leurs complices qui utilisent toujours leurs machines de propagande et d'intoxication pour masquer leurs actes néo-colonialistes contre les nations et peuples innocents dans le monde.

Fait à Paris  
le 23 mai 1976  
Les signataires.

## MISE AU POINT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Le gouvernement chinois a démenti lundi avoir refusé l'entrée sur son territoire à une délégation du F. POLISARIO comme le prétendait un officiel marocain. La délégation du F. POLISARIO en provenance de Pyongyang a transité à la mi-mai à Pékin.

La position chinoise sur le Sahara occidental, définie en octobre 1975 à la 27e session de l'ONU est demeurée constante. Elle affirme que « les pays arabes intéressés » doivent « travailler ensemble avec le peuple du Sahara occidental pour chercher une solution raisonnable aux problèmes existants dans cette région, par le moyen de consultations amicales basées sur l'unité contre le colonialisme.

Contre la répression en France, la solidarité des marxistes-léninistes à l'étranger  
Une lettre du Pérou

Cher camarade Romain, J'ai appris par les journaux ta détention. HR me dit les actions menées pour arracher ta liberté et celle de tous les prisonniers politiques et le puissant mouvement de soutien qui chaque jour s'amplifie.

Sache que de l'autre côté de l'océan, à quelques milliers de kilomètres tu as aussi des camarades que ton emprisonnement révolte, où ta liberté sera exigée et accueillie avec joie.

Parce que tu es des nôtres. Nous sommes partie de la même armée de prolétaires pour qui les frontières n'existent pas.

Les bourgeois s'entredéchirent pour avoir la plus belle part dans l'exploita-

tion du peuple. Les révisionnistes, social-fascistes, se disputent comme des chiens les restes du maître. Ils rêvent de s'asseoir à la table quitte à piétiner père et mère.

Eux sont condamnés irrémédiablement et c'est le peuple qui compte leurs jours, coup après coup, jusqu'à les faire périr.

La camaraderie c'est notre privilège.

Nous pouvons parcourir pays et continents, nous serons partout accueillis du nom combien précieux de camarade. Qu'un de nous tombe au combat et c'est le deuil et l'engagement à la vengeance par delà montagnes et océans. Qu'un parti remporte une victoire, qu'un peuple triomphe et

c'est la joie comme une trainée de poudre aux cinq continents.

Nul barreau, nul mur de prison n'a jamais pu briser la chaîne d'acier de notre solidarité.

Sache-le donc et dis-le bien fort à tes géoliers : tu n'es pas seul, nous sommes des milliers avec toi. Tu as à tes côtés tes camarades de France, tu as avec toi une foule de marxistes-léninistes qui réclament ta liberté où qu'ils se trouvent.

Nous obtiendrons ta liberté.

Je signe de ce nom sacré de « camarade » tel que me l'ont appris les paysans andins dans leur langue, le quechua, et par lequel ils sont présents à tes côtés,

Cahousaq Massi

## le monde en marche

## Grèce

## Grève générale et manifestations

Le Parlement grec vient d'adopter un projet de loi limitant le droit de grève en Grèce interdisant les grèves « sauvages » et les grèves à objectif politique. Les travailleurs y ont répondu par un mot d'ordre de grève générale qui paralyse les banques, l'hôtellerie, les transports et de nombreuses usines. Les ouvriers du bâtiment, des chantiers navals, les employés du métro d'Athènes et les étudiants se sont joints au mouvement.

De nombreux heurts entre manifestants et policiers se produisent depuis 48 heures dans le centre d'Athènes, faisant un mort. Plusieurs dizaines de personnes seraient grièvement blessées par les renforts de troupes équipés de blindés antigraevés et lançant des grenades lacrymogènes et de nombreuses arrestations de grévistes ont été opérées.

A Rhodes, une violente manifestation anti-américaine vient également de se dérouler. Plusieurs milliers de personnes ont occupé la zone portuaire de la ville pour protester contre la présence du porte-avion américain « America ».

A coups de bâtons et de pierres, la foule a empêché les membres de l'équipage de débarquer à terre et contraint les conducteurs de deux camions transportant des vivres destinés au porte-avion à rebrousser chemin et à distribuer son chargement aux orphelins de l'île. Le conseil municipal de l'île ayant qualifié « d'indésirable et d'inopportune » la présence dans le port de Rhodes d'un navire américain, le maire a refusé de recevoir l'amiral US.

De semblables manifestations s'étaient déjà produites en Crète il y a un mois, témoignant des sentiments anti-américains du peuple grec et de sa volonté d'indépendance.

## Le peuple allemand aspire à l'unité nationale

Le professeur d'université est-allemand Robert Havemann a déclaré lundi à Baden-Baden que, contrairement aux déclarations faites lors du Congrès du parti révisionniste, la population de la RDA ne considérerait « pas du tout » la question de l'unité allemande comme une affaire terminée, affirmant que les Allemands « n'avaient pas l'intention d'accepter sans sourcilier la première destruction de leur unité nationale ». Il conteste ainsi vigoureusement le nouveau programme adopté par les révisionnistes est-allemands, dont le congrès s'est terminé dimanche soir, et qui ne fait aucune référence à l'unité de la nation allemande et à sa réunification future.

Le professeur Havemann, combattant communiste anti-fasciste, avait été condamné à mort par les nazis. Exclu du parti révisionniste pour son opposition à sa politique, et licencié de sa place de professeur à l'université de Berlin-Est, il est depuis lors au chômage.

## Selon «Aviation Week», le «New York Times» et le Département d'Etat américain

## L'URSS viole les accords SALT 1

L'Union soviétique viole les accords Salt 1 sur les armements stratégiques en essayant en mer quatre nouveaux sous-marins, rapporte le magazine «Aviation week» dans son dernier numéro.

L'hebdomadaire, citant des sources des services de renseignements, indique que l'URSS a commencé à effectuer des essais avec des sous-marins de la classe Delta-2 armés de 16 missiles balistiques SS-N-8. Cela porte pour les Soviétiques à plus de 744 le nombre de missiles lancés de sous-marins (SLBM) prêts à être utilisés, soit plus que le maximum autorisé par les accords Salt 1 signés entre Moscou et Washington.

Aux termes de l'accord l'URSS ne peut pas dépasser actuellement la limite de 744 SLBM sans avoir auparavant désarmé un certain nombre de missiles intercontinentaux (ICBM) SS-7 ou SS-8, ce qu'elle n'a pas fait.

Ceci ne fait que confirmer que les accords conclus entre les deux superpuissances ne sont que des chiffons de papier aussitôt suivis d'une relance de la course aux armements.

## nouvelles intérieures

Les banquiers s'adressent à vous :

## «Silence dans les rangs et serrez-vous la ceinture»

(Suite de la page 1)

Et d'enchaîner avec une prétendue priorité accordée aux personnes âgées. Pensez donc ! pour les 2 millions qui touchent le minimum vieillesse comme seule ressource, la «somme» se monte actuellement à 22 F par jour ! La prouesse de Giscard, quelle hardiesse (!) serait de passer à 27,40 F par jour A LA FIN 1977 (c'est-à-dire dans un an et demi !) pour qu'ils puissent «se maintenir dans le cadre de vie» ! Cette aumône pour mendiants équivaut à 10 000 F par an ou 833 F par mois (la moitié du SMIC ACTUEL) ! Avec ça nos «petits vieux» vont faire la noce !

Pour couronner le tout, Giscard, le menteur, a fait l'apologie des libertés en France et au royaume des criminels yankee (les USA). Non sans cynisme il a déclaré que depuis son élection il s'est efforcé de développer la liberté en France : «Liberté d'expression, liberté d'information...»

Liberté pour qui ? Pour les fascistes, qui peuvent faire à la radio et à la télévision l'apologie du nazisme ou du racisme, ou bien encore l'apologie des crimes de l'OAS.

Drôle de libertés que celles qui consistent à faire la chasse à l'homme contre nos frères immigrés, pour les livrer à la police fasciste espagnole, tunisienne, marocaine ou turque, où ils risquent la mort.

La «liberté» capitaliste c'est celle d'envoyer sa racaille policière contre les ouvriers et les employés en

employés de la BNP-Gambetta, Paris 20e). Contre les grèves (lundi matin c'était les petits paysans : à Épinal où l'un d'entre eux a été matraqué à mort, en Corse, dans le Midi viticole... contre les étudiants... Des centaines d'ouvriers entraînés en «justice» (Câbles de Lyon, Bléreau...), des centaines d'autres licenciés pour fait de grève : Bourgogne-Électronique, Hoover, Peugeot...

«Liberté» encore que les arrestations de militants marxistes-léninistes accusés de reconstitution du PCMLF, de petits paysans (Albert Teisseyre, Jacques Villiers), d'autonomistes corses ou bretons... C'est ce que la bourgeoisie, par la

bouche de Giscard, appelle «faire de la France une démocratie paisible et réfléchie» : Cela accompagné de menaces à peine voilées contre les ouvriers, les étudiants en lutte.

Face à l'exploitation forcée et à la violence des capitalistes et de leur État, il n'y a pas d'autre solution que celle utilisée par les métallos de La Rochelle (les ouvriers de la CIT se sont de nouveau affrontés aux CRS mardi après-midi), ou les petits paysans du Midi viticole : la juste violence de classe et de masse. Car tôt ou tard, le plus tôt sera le mieux, viendra le temps de détruire de fond en comble ce régime pourri

## Foyers Sonacotra

### Giscard, Séguy et les «libertés»

Au moment où Giscard «cause» dans le poste TV pour défendre les «libertés» en France, il est révélateur de voir ce qu'il en est réellement en ce qui concerne les immigrés, en particulier. En effet, comme un démenti impitoyable de ces paroles mensongères, le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève fait état, dans un communiqué «de menaces de mort contre un membre actif du comité de grève du foyer de Massy». «Cet acte, ajoute le Comité de coordination, fait partie d'une série de mesures d'intimidation marquées notamment par des expulsions des foyers, le chantage sur l'emploi, la carte de travail et de

séjour et des provocations dans les foyers». Voyez comme les pauvres paroles de Giscard valent en éclat ! Mais il y en a d'autres qui veulent sans doute rivaliser avec lui dans le mensonge, la démagogie et la calomnie. Ainsi les directions syndicales CGT et CFDT dénoncent les «interventions policières dans les foyers» mais pour eux la cause en est «les agissements aventuristes de groupes permettant toutes les manipulations». Les résidents des foyers sauront apprécier comme il se doit la haute estime dans laquelle ils sont tenus par ces directions syndicales et notamment celle de monsieur Séguy dont ils ont déjà eu

37e Congrès de la CFDT

## L'opportunisme du bureau national critiqué par les délégués

C'est dans une région touchée par la crise capitaliste et où les luttes ouvrières ont connu dans la période récente, comme ailleurs en France, un essor nouveau, que se tient cette année le Congrès CFDT. En Haute-Savoie où l'industrie métallurgique domine, l'action contre les licenciements et fermetures d'entreprises, contre la répression, l'unité avec les paysans sont aussi à l'ordre du jour de la lutte des travailleurs chez Gambin et Buchillon à Annemasse, chez Gillette-France, Dassault et Tissot-Dupont à Annecy et Faverges, c'est en résumé ce que devait déclarer le délégué régional en salut aux congressistes. Peu après cette ouverture c'est Edmond Maire qui prenait la parole pour introduire la discussion sur le

rapport présenté par le bureau national sortant.

Dans un discours désormais classique de la part des dirigeants CFDT, Maire devait s'évertuer non sans contradictions à définir ses conceptions sur les perspectives et prolongements politiques de l'action syndicale dans une société capitaliste en crise. Quelle attitude avoir par rapport au Programme commun de la gauche ? Qu'est-ce que l'Union des forces populaires ? Quelle unité d'action pratiquer avec la CGT ? Sur toutes ces questions, la réponse apportée, habile dans sa construction, laisse un grand nombre de délégués insatisfaits et pour cause ! Déclarant d'une part «nous sommes donc pour l'indépendance et la libre détermination du syndicalisme, mais nous avons dépassé depuis longtemps les limites de l'anarcho-syndicalisme.

Nous voulons que l'organisation syndicale soit indépendante de tout pouvoir, y compris des entreprises gestionnaires socialisées». Et un peu plus tard «le bureau national de la CFDT se présente à ce congrès avec l'ensemble de cet acquis, au moment où se précise l'espoir d'une victoire prochaine de la gauche. Et nous pensons être pour quelque chose dans la crédibilité de cette espérance.»

Où «Il n'y a pas de confiance des travailleurs pour une victoire durable des forces populaires sans union réelle, dans l'action, de la CFDT et de la CGT». Il n'a jamais pu, et pour cause, se démarquer nettement des perspectives de gestion du capitalisme par une équipe gouvernementale différente que proposent les dirigeants du PCF et du PS. Les références à l'action de masse à l'autogestion ne sont pas

une réponse de classe à la mystification de l'union de la gauche, c'est parce qu'en définitive les conceptions de passage au socialisme que développe Maire sont purement et simplement avec un vocabulaire différent celui des chefs de l'Union de la gauche.

Il devait déclarer «Car la transition, pour nous, ce n'est pas autre chose qu'un processus continu d'appropriation du pouvoir par les travailleurs et par le peuple et non par les syndicats ou par les partis». Faire avaler au moyen de la confusion, l'illusion que l'État bourgeois, aux mains de nouveaux gérants loyaux du capitalisme permettrait l'appropriation pacifique et progressive du pouvoir par les travailleurs, tel fut le contenu essentiel de l'intervention du bureau national.

C'est contre cette confusion et cet opportunisme que sur la base de leur pratique de nombreux délégués sont intervenus pour critiquer, notamment dans une motion préalable repoussée par 14 000 mandats contre 7 000, que le congrès n'ait pas à se prononcer sur des questions aussi importantes que le pouvoir des travailleurs, ou les comités de grève par exemple. D'autres critiquaient la préparation non démocratique du congrès, le choix arbitraire d'amendements qui serviraient à empêcher la lutte de lignes opposées au sein du congrès parce qu'ils recueilleraient relativement facilement la majorité des délégués pour ou contre. C'est dire que la lutte entre syndicalisme de classe et opportunisme sera présente tout au long des débats dont nous rendrons compte plus largement dans nos prochaines éditions.

## Le PCF et les chrétiens Opération charme

C'est le 10 juin prochain à Lyon, que Marchais adressera un message qualifié d'«historique», aux chrétiens. Double objectif : d'une part, séduire en vue des prochaines échéances électorales une bonne part des chrétiens qui jusque là votaient centriste notamment.

D'autre part, poursuivre l'offensive de charme à l'égard de la hiérarchie catholique, déjà bien engagée ces derniers temps par de multiples contacts avec des évêques et autres archevêques. Les dirigeants du PCF rêvent de se faire de certains d'entre eux des alliés. Là encore, les préoccupations électorales sont largement présentes. Giscard d'Estaing ne s'y est d'ailleurs pas trompé quand il y a quelques mois il a invité à l'Élysée des archevêques. Par responsables ecclésiastiques interposés c'est la campagne électorale qui est engagée.

Pour cela tous les moyens sont bons. Après avoir redoré le blason des socialistes, tenté de le faire pour le gaullisme, voici maintenant que Marchais veut le faire pour le christianis-

me. Alors que de plus en plus de travailleurs, de gens du peuple rejettent cette idéologie réactionnaire, Marchais voudrait lui donner une nouvelle virginité. A en croire les dirigeants du PCF, le christianisme en tant que tel serait porteur d'une volonté de justice, de changement de société, etc. Ce qu'ils ont d'ailleurs également affirmé pour le gaullisme. C'est aux chrétiens en tant que porteurs de cette idéologie qu'ils s'adressent, indépendamment de la classe à laquelle ils appartiennent, et non aux travailleurs encore abusés par cette idéologie.

Pour ce qui nous concerne, les choses sont claires.

1/ Le christianisme, comme toute religion, est une idéologie réactionnaire, un «opium du peuple» pour reprendre l'expression célèbre de Karl Marx. Cette idéologie nous la combattons et la combattons en lui opposant le matérialisme.

2/ Les travailleurs, les gens du peuple, de religion chrétienne, sont du même camp que nous. Leurs intérêts

sont ceux de toute la classe ouvrière. Ils sont exploités et opprimés.

Vis-à-vis d'eux il faut l'unité dans la lutte tout en ayant recours à la discussion fraternelle, pour que par eux-mêmes ils en viennent à rejeter la religion. La contrainte ne saurait être utilisée envers eux ni aujourd'hui ni demain. La lutte des exploités s'en trouvera renforcée.

3/ De nombreuses personnes de religion chrétienne sont progressistes, veulent en finir avec le capitalisme, avec l'exploitation de l'homme par l'homme, veulent le socialisme.

Cela ne provient pas de leur religion. Il existe d'autres personnes de religion chrétienne qui sont réactionnaires, voire fascistes.

Cela provient de l'expérience qu'elles ont faites de la lutte des classes qui les a amenées à voir que d'un côté sont les exploités, de l'autre les exploités. Comme nous l'avons fait à maintes reprises dans le passé et comme nous le ferons encore à l'avenir nous combattons à leurs côtés.

l'occasion de dénoncer les activités de sabotage de leur grève.

Celui-ci qui continue de ne pas apprécier le fait de ne pas avoir pu encadrer la grève propose, avec l'accord de la direction CFDT, que des «négociations nationales» s'ouvrent «avec des interlocuteurs compétents» ; et de reproposer leur plate-forme et non pas celle du seul représentant des résidents en grève : le Comité de coordination.

Décidément, messieurs, «vos» libertés vous pouvez vous les mettre où vous voulez...

Aux «Dossiers de l'écran», mardi soir

### La Résistance insultée

(Suite de la page 1)

Il fut en effet extrêmement gêné quand, pour se dédouaner, le fasciste Isorni lui rappela que lorsqu'il était ministre de la Justice il avait choisi pour collaborateur un juge qui requerrait autrefois les peines devant la «Section Spéciale» (tribunal d'exception qui avait condamné à mort de nombreux résistants) de triste mémoire.

Cette démission a constitué une nouvelle tentative de réhabilitation de la Collaboration, pour faire oublier ce qu'elle fut et ce que fut la Résistance.

Déjà Pompidou s'y était engagé en déclarant que les histoires de Résistance «ça l'agaçait», en graciaient le mili-

rien Touvier, en appelant à la «réconciliation». Giscard d'Estaing continue sur cette voie.

En agissant ainsi, la bourgeoisie cherche à faire oublier son propre passé, sa trahison, sa collaboration avec Hitler. Elle démontre ainsi que demain, elle agirait encore de même, on ne peut lui accorder la moindre confiance pour défendre l'Indépendance nationale.

C'est aux travailleurs de défendre l'idéal pour lequel sont tombés Gabriel Péri, Guy Mocquet et tant d'autres. C'est à eux qu'il appartient de riposter à toute nouvelle insulte, d'imposer le silence aux nostalgiques de Pétain.



# Quelle attitude avoir à propos de l'unité syndicale ?

## Position du SGEN-CFDT de l'Administration centrale

La question de l'unité syndicale se pose chaque jour de manière concrète dans les luttes, que ce soit chez les ouvriers ou les employés.

La juste prise de position de la section SGEN-CFDT — à partir de son expérience pratique — montre bien que l'essentiel est de se placer sur une juste position de classe, et qu'en agissant ainsi on se heurte inévitablement à la ligne antiouvrière des bonzes PCF-CGT qui se placent du côté de l'État-patron. Alors se pose le problème de la dénonciation conséquente des révisionnistes, c'est ainsi que peut s'élever la conscience des syndicalistes CFDT et des travailleurs dans leur ensemble. Il est vital que les travailleurs puissent distinguer clairement leurs amis et leurs ennemis.

Nous nous sommes heurtés à la CGT plusieurs fois lors de luttes menées pour soutenir des travailleurs (que la CGT trouvait «indéfendables») ou contre les contrôles du personnel, ou encore lors des diverses journées d'action : «faire valoir» de l'Union de la gauche.

A chaque fois, nous avons soumis aux travailleurs du ministère les différentes attitudes, dévoilant les trahisons des révisionnistes, expliquant notre refus de cette fausse unité.

La question s'est posée lors de la journée du 13 mai. La CGT nous ayant fait des propositions d'assemblées générales préparatoires, par secteur, sur les thèmes de cette journée tout azimut (garantie de l'emploi, grille des salaires, refus de négociation...), alors

qu'au ministère les gens n'étaient absolument pas mobilisés sur ces grands débats, mais sur une lutte en cours qui était complètement ignorée par la CGT.

La lettre que nous leur avons répondu est restée sans réponse ; c'est pourquoi nous avons décidé de la publier devant tous les travailleurs :

«A notre point de vue, l'unité syndicale doit se construire sur la base de la lutte concrète et des revendications exprimées par les travailleurs. Ce qui reste déterminant dans cette unité, c'est la base de classe sur laquelle elle s'effectue.»

Faisant le bilan de la situation au ministère, nous disions : «Pour notre part, nous ne la considérons pas comme statique. Il nous semble nécessaire de définir

la solution correcte pour régler nos contradictions et mettre sur pieds une unité réelle, sérieuse, et sur des bases de classe, ce qui demeure un de nos objectifs.

«Pouvons-nous espérer aboutir à ce résultat par la pratique de l'unité pour des journées nationales d'ac-

tions ? Non, cela serait tromper les travailleurs sur l'état réel de l'unité syndicale. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons agi sur nos propres mots d'ordre lors des négociations salariales de 1976.

«Vous connaissez, par ailleurs, nos positions quant à ces journées nationales que nous considérons comme incapables de susciter une réelle mobilisation ou carrément démobilisatrices, si elles ne se fondent pas sur les problèmes concrets.

«C'est pourquoi, conformément à notre point de vue qui est de développer au

maximum l'unité à la base et dans l'action sur des positions de classe et à la volonté unitaire que vous avez manifestées, nous estimons qu'il faut réaliser l'unité.

«Nous vous proposons donc de prendre en charge en commun un des problèmes les plus pressants sur l'Administration centrale : celui des non-titulaires. Nous faisons ainsi la preuve, qu'au delà des déclarations de principes, nous sommes capables d'être avec les travailleurs dans le combat pour leurs revendications.

«Nous vous proposons :

1) une réunion inter-syndicale sans exclusive,

lundi prochain, pour définir une plate-forme commune sur cette question.

2) une A.G. le 13 mai avec les clandestins et tous les personnels pour relancer l'action.»

La CGT n'a même pas daigné répondre à ces propositions. Les militants CFDT rappellent que nous avons été témoins le 1er Mai de l'inqualifiable agression du service d'ordre de la CGT contre un groupe de femmes et le cortège des travailleurs immigrés de la Sonacotfa.

Aujourd'hui l'alternative est claire : être aux côtés des travailleurs ou contre eux!

## Elections syndicales

Ces jours-ci plusieurs élections de délégués du personnel ont vu un recul sensible de la CGT, mais selon les cas on ne peut en tirer les mêmes conclusions. Si chez Raymond Boutons il s'agit d'une victoire de la ligne de lutte de classes, dans les usines Renault cela profite aux réformistes mais montre aussi un certain refus des ouvriers de choisir entre révisionnisme et réformisme, comme l'indique l'article ci-dessous.

Les élections de délégués du personnel viennent de se

## Les révisionnistes en recul

dérouler dans plusieurs usines du trust Renault et marquent un recul important de la CGT, une poussée CFDT, et un développement des abstentions. A Flins, la CFDT gagne 11 % que la CGT a perdus dans le collège ouvrier. Même chose dans le 2e collège avec 8 %. A Choisy la CFDT progresse de 10 % que perd la CGT. Il semblerait, sous toute réserve d'informations complémentaires, que la CGT ait perdu près de 20 % dans une usine au profit d'une section CFDT nouvellement créée.

A Cléon la CGT perd 5 % et 2 sièges, gagnés par la CFDT dans le 1er collège ; la CGT reste quand même majoritaire. A noter 30 % d'abstention à ces élections soit plus de 15 % de plus qu'en 1975. Dans le 2e collège, la CGT perd 20 % et n'a plus d'élu. La CFDT obtient 70 % des voix ; également 30 % d'abstention. En ce qui concerne particulièrement Cléon les révisionnistes de la direction CGT expliquent ce phénomène par l'aveu d'un «maïse» au sein de leur syndicat, par la lutte du rééquilibrage de la gauche entre le PCF et le PS. Il faut souligner qu'à Cléon, la CGT est aux mains du PCF et la CFDT au mains du PS.

D'autre part, dans la région d'Elbeuf, le siège de conseiller général a été repris par le PS dont l'élu est un militant CFDT de Renault qui a battu et fauché le pos-

te au candidat PCF, ancien secrétaire CGT de Renault-Cléon.

Mais les révisionnistes font des oublis :

1) Cette situation est due à la trahison de la lutte de 75 où la CGT a bluffé sur les résultats qu'elle a doublé.

2) L'opposition «d'extrême gauche» au sein de ce syndicat a été pratiquement éliminée, il n'y a donc plus de paravent empêchant de mettre à nu le comportement des révisionnistes.

3) Il faut ajouter que la CGT est le patron du restaurant de l'usine, son comportement commence à bien être connu des ouvriers vis-à-vis des employés du restaurant. La CGT a par deux fois en six mois augmenté fortement les prix, faisant payer la crise aux travailleurs.

Il est à remarquer en outre que les 2 500 travailleurs sur les 8 000 qui ont voté CGT, ont rayé des listes les principaux responsables du syndicat, notamment le secrétaire général, l'ex-secrétaire du CE qui avait déjà été éliminé des élections du CE de décembre de la même façon, ainsi que quelques autres crapules révisionnistes notoires, entre autre, ces gens-là n'ont jamais travaillé depuis plusieurs années, sont invisibles dans l'usine car ils se planquent dans leur CE.

Cette situation, si elle marque un progrès de la conscience antirévionniste, n'est pas pour autant positive : la CFDT, qui récupère une partie des voix CGT est, à Cléon, un syndicat-croupion des révisionnistes et de leur Programme commun bourgeois ; elle n'a jamais pris la moindre initiative de lutte dans l'usine, se contentant simplement de

suivre la CGT et de récupérer à la moindre occasion. Son seul aspect «positif» est son refus de gérer le restaurant mais pas le 1/2 milliard du CE que le PS partage avec le PCF ! D'autre part, si elle met en avant 360 F uniforme pour tous, avec salaire mini à 2 500 F (la CGT sentant le vent tourner a repris à son compte cette même revendication), elle met également en avant sa grille hiérarchique des «salaires de fonction» l'équivalent de la grille réactionnaire CGT «de l'OS à l'ingénieur». C'est pourquoi 30 % d'ouvriers ont préféré s'abstenir, estimant qu'aucun des deux syndicats n'était capable, dans la situation actuelle, de représenter leurs intérêts.

Correspondant HR Cléon  
Dans notre prochain numéro, succès de la ligne de lutte de classes chez Raymond Boutons à Grenoble.

**BLANCHISSERIES DE GRENELLE (ISSY-LES-MOULINEAUX) BLOCAGE DU PÉRIPHÉRIQUE**  
Suite aux négociations de vendredi qui n'ont rien donné — refus total de la direction — les travailleuses et les travailleurs des Blanchisseries ont décidé lundi, pour populariser leur lutte qui en était à son 33e jour, de bloquer le périphérique pendant près d'une demi-heure.

En revenant ils se sont trouvés devant la maîtrise et se sont vus «contraints» de les voter !

A noter que dans une autre blanchisserie, à Boulogne, les travailleurs avaient posé les mêmes revendications. Elles ont été satisfaites (pour l'essentiel), le patron ayant peur que la grève se déclenche et que les travailleurs des 2 blanchisseries s'unissent dans la lutte.

Correspondant HR.

## Grève du personnel administratif à l'INRA

L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) emploie quelque 7 000 personnes dont environ 600 administratives, dans des centres pouvant regrouper quelques personnes seulement ou plusieurs centaines, centres qui sont disséminés dans toute la France. Seuls les scientifiques sont fonctionnaires titulaires. Les autres étant dans le cadre contractuel B de la Fonction publique, cadre B (techniciens), ou dans le cadre D (administratives) ou encore hors statut. La catégorie D est, à part les hors-statut, globalement la plus défavorisée. Les salaires pour une qualification équivalente sont moins élevés que pour les techniciens (cadre B). De plus, les administratives n'ont pas le droit à la «prime de participation à la recherche» (correspondant à un peu plus d'un 13e mois), mais à une prime nettement inférieure et plus précaire.

### «ILS SE FICHENT DE NOUS»

Les administratives réagissent immédiatement et un mouvement de grève part dans les centres de province. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec le directeur, celui-ci a choisi la démagogie paternaliste pour «envoyer paître» les travailleurs. Mais il a été clair pour tout le monde qu'un directeur, fût-il de gauche (PS), avait la même attitude qu'un autre, la duplicité en plus. La direction refuse de respecter ses engagements, et cela devient d'ailleurs systématique (licenciement d'un travailleur, remise en cause de l'intégration promise de certains hors-statuts). Face à cela les administratives résolues à obtenir satisfaction ont décidé de poursuivre la grève. Les autres catégories sont solidaires. Une grève nationale a lieu le mardi 25 mai.

### UNE LUTTE DE CLASSE A L'INRA !

Donc, même dans un secteur d'ordinaire peu combatif et démobilisé depuis longtemps par une pratique syndicale bureaucratique de collaboration de classe, un mouvement parti de la base se développe et se durcit. Déjà les administratives en lutte ont eu à résister à une ligne qui préfère s'appuyer sur les démarches des chefs de service plutôt que sur les travailleurs. Elles auront encore certainement à s'opposer aux bonzes syndicaux et à leur ligne de collaboration. Une victoire des administratives est possible. Ce sera une victoire pour tous les travailleurs de l'INRA.

Correspondant HR.

### PETIT HISTORIQUE

Déjà en 1973, la revendication des administratives était l'intégration dans le cadre B. Après 2 semaines de grève elles avaient obtenu une prime correspondant à 50 % de celle des techniciens (environ 400 F tous les 3 mois). En février dernier, le directeur général s'est engagé devant une centaine de personnes, lors d'une action de masse, à augmenter la prime des administratives de 25 %. Il y a quinze jours on apprenait cette augmentation impossible... car cela s'était su au CNRS ! D'où bien sûr campagne antisyndicale orchestrée par la direction : c'est la faute des syndicats.



## SANTÉ

Annecy

Elèves infirmières

## QUEL SYNDICAT VOULONS-NOUS ?

La directrice de l'école d'infirmières d'Annecy vient de faire une proposition judiciaire en conseillant aux élèves infirmières (EI) de se syndiquer. Elle a même proposé à la dernière promotion rentrée à l'école d'adhérer à l'ANFIIDE, syndicat fantôme, elle leur a dit : «*Sur tout ne vous mélangez pas au mouvement «inorganisé» qui essaye de se mettre en place.*» Enfin elle leur a proposé d'élire une déléguée qui irait les représenter au congrès de l'ANFIIDE à Paris, le voyage serait payé par l'hôpital. Que devons-nous en penser ? Tout d'abord, que la directrice et la classe bourgeoise qu'elle représente essayent de manipuler les stagiaires en leur conseillant

d'adhérer au syndicat maison.

Voyons qui est à la tête de ce syndicat des patrons : Mme Pompidou comme présidente d'honneur, Valéry Giscard d'Estaing (!), Melle Dienesch cette vieille dame patronnesse, Lortat-Jacob, le président de l'ordre fasciste des médecins ! En plus de toute cette brochette, on retrouve de vieilles «carcasses» telles que Boulin (ex-ministre de la Santé), Fontanet (ex-ministre du Chômage), Lacoutur (président des cliniques privées).

Tout ce beau monde se «concerte» autour d'un tapis vert et se moque pas mal des problèmes des travailleurs de la Santé. Ce syndicalisme à la sauce patronale se caracté-

térise par son opposition farouche aux luttes que mènent au niveau national les travailleurs en formation de la Santé.

Elèves infirmières que devons-nous faire ? Suivons les conseils de la directrice : syndiquons-nous mais pas dans n'importe quel syndicat, syndiquons-nous à la CFDT ou à la CGT. Mobilisons-nous pour obtenir ce qui nous revient de droit, notamment un statut de travailleur en formation et un salaire égal au SMIC, et dénonçons les méfaits de la médecine capitaliste. Cela, tout en replaçant les problèmes de la santé dans leur cadre social, économique et politique, celui du système capitaliste à détruire.

Correspondante HR.

## Montpellier Non au licenciement d'une infirmière combattive

Une infirmière travaillant au centre anticancéreux de Montpellier est licenciée à la fin de sa période d'essai.

Le 6 mai : cette infirmière reçoit une lettre indiquant qu'à la fin de sa période d'essai, le 15 mai, elle ne serait pas intégrée à l'équipe. Elle informe tout le personnel de son service qui s'étonne. Elle contacte les syndicats CGT-CFDT-FO qui ne sont guère prêts à se battre pour sa réintégration. Néanmoins est décidé un texte à faire signer par le personnel de service. Ce texte contient 3 points :

- 1/ l'indignation du personnel vis-à-vis de l'appréciation des chefs de service et surveillante.
- 2/ la solidarité du personnel par rapport à l'infirmière licenciée.
- 3/ la demande de réintégration.

Rien ne pouvait être reproché à cette infirmière sur son travail. La direction cache la réalité : c'est qu'elle était très active durant la grève de mars dernier. Les

dirigeants CGT lui disent que s'il n'y a plus de tracts du PCMLF sur l'hôpital, ils verraient pour sa défense. Quel chantage !... L'Humanité-Rouge distribua alors un tract de popularisation sur l'hôpital, dénonçant l'attitude des dirigeants syndicaux CGT et CFDT dans cette action.

Les syndicats ont adopté une ligne de collaboration de classe. On ne négocie pas un licenciement, on le refuse.

Quand un patron reconnaît qu'il licencie pour fait de grève, comment espérer que seules les négociations sans rapport de force peuvent aboutir à la réintégration ? C'est impossible.

Seule la détermination de tout le personnel pouvait faire céder le patron. La grève de mars nous l'a montré. Les patrons étaient effrayés et désarmés devant plus de la moitié du personnel en grève. Et non comme cette fois-ci où les syndicats disent d'avance que ça ne marchera pas.

Correspondante HR.

## 2<sup>e</sup> SEMAINE DE GREVE DANS UNE ÉCOLE DE GARCHES

Les élèves infirmières de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches (92) sont en grève depuis le début de la semaine dernière. Les flics sont intervenus violemment vendredi soir.

Après de nombreuses menaces de renvois sous divers prétextes scolaires, tous plus faux les uns que les autres, l'administration a commencé à s'attaquer à un des grévistes. Elle a décidé de le soumettre vendredi dernier à une visite médicale, devant un médecin du travail de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu. Cet élève a subi tous les vaccins nécessaires. Il est en parfaite santé, et n'a que le tort, aux yeux de l'administration, de s'être syndiqué à la CFDT. Quelle maladie veut-on lui mettre sur le dos ? Est-ce que par hasard l'administration n'aurait pas découvert chez lui un cas... psychiatrique ?

Elles luttent pour arracher des droits aussi élémentaires que le droit de réunion, le droit d'affichage, d'association, d'expression dans leur école. Le règlement intérieur des écoles de l'Assistance publique ne reconnaît en effet aucun de ces droits.

Les élèves infirmières de l'hôpital Raymond Poincaré.

## Stagiaires en lutte

dans les centres de formation professionnelle des adultes

Le Comité national provisoire élu par la récente coordination des centres AFPA en lutte a organisé une journée d'action le jeudi 20 mai avec occupation des agences locales pour l'emploi dans les départements et du siège de l'AFPA à Montreuil pour la région parisienne.

Une entrevue avait été demandée à Vilaret, directeur national de l'AFPA, par les syndicats CGT-CFDT au nom des stagiaires. Jeudi après-midi suite à la mobilisation entreprise, plus de 150 stagiaires de Meaux, Champs-sur-Marne, Meudon, Paris-Commerce et Caen occupaient le siège de Montreuil et exigeaient d'être reçus tous ensemble par Vilaret pour présenter leur cahier de revendications.

La principale de nos revendications est celle du statut de travailleur qui comprend aussi bien le droit syndical que le droit à une protection sociale décente et qui est nécessaire pour résoudre les problèmes des travailleurs immigrés à la sortie du stage.

Ensuite nous demandons une augmentation de 300 F pour tous, et pas de salaire inférieur à 2 000 F par mois. Les autres revendications portent sur les conditions de vie dans les centres et sur la formation pédagogique.

Vilaret s'est déclaré incompétent à peu près sur tout. Une tentative de faire

venir un représentant du ministère du Travail, qui lui aurait été «responsable», a échoué. En fin de compte, Vilaret a promis de présenter nos revendications au ministère du Travail et aux patrons, qui gèrent l'AFPA avec les syndicats. Nous avons alors exigé d'être reçus prochainement pour connaître le résultat de ces démarches et la date du 11 juin a été retenue, ainsi que le principe d'une délégation restreinte.

La lutte menée par les stagiaires sera particulièrement longue et difficile parce que nos revendications ne s'opposent pas à un patron particulier mais directement à l'État et à tous les patrons ensemble. Une autre raison est que le renouvellement fréquent des stages entrave la poursuite de notre lutte. Notre organisation dans les syndicats est donc nécessaire pour assurer la continuité, mais de ce fait nous aurons à lutter contre les directions syndicales qui tentent de nous récupérer. Sur ce point l'attitude des représentants syndicaux a été très claire jeudi dernier : lorsque Vilaret était en difficulté ils volaient à son secours !

TOUS UNIS NOUS VAINCRONS !  
CE N'EST QU'UN DÉBUT, LE COMBAT CONTINUE !

Correspondant HR.

## Luttes étudiantes

# POURQUOI LE BOYCOTT ?

La 6<sup>e</sup> coordination nationale des facultés en grève s'est donc tenue à la fin de la semaine dernière à Rennes.

Lors de la préparation de cette coordination, différentes tendances s'étaient fait jour à Rennes prenant la forme de trois motions. Deux d'entre elles défendues respectivement par la Ligue trotskyste de Krivine et le PSU d'une part et par les trotskystes de «Révolution !» d'autre part refusaient le boycott des examens et prônaient, pour la première, leur passage collectif en se contentant de préciser qu'il fallait que le programme en soit négocié avec les enseignants ce qui ne retirait pas aux enseignants réactionnaires la possibilité de réprimer par le biais des examens les étudiants grévistes. La motion présentée par «Révolution !» n'était différente qu'en apparence : elle demandait la validation de l'année pour tous mais se refusait à envisager, comme moyen de l'imposer, le boycott. Là vérité est que «Révolution !» veut se démarquer de la Ligue de Krivine simplement pour éviter d'être rejetée par les étudiants dans la même foulée. Les sectes trotskystes sont ainsi amenées à appeler comme les antigrevistes et les révisionnistes à la reprise des cours.

Les dernières prises de position du secrétariat d'État aux Universités : tous les examens qui ne se déroulent pas selon un certain nombre de normes précises seront invalidés. Même si le secrétariat de Saunier-Seïté acceptait de tels examens il resterait aux rectorats la possibilité de refuser de les valider — comme le rectorat d'Amiens qui a annoncé le 20 mai qu'il refusait toute valeur nationale aux diplômes délivrés en juin à l'université de Picardie.

Voici le texte de la motion adoptée point par point à la majorité par

les facultés de Rennes I, Rennes II, Paris X Psychologie, Langues orientales, Lille I Sciences et Sciences économiques, Orléans, Nantes inter-facultés et Orsay.

«Le mouvement pour l'abrogation de la réforme du second cycle est le plus important depuis 1968, tant par sa durée que par le nombre de facultés en grève, tenu plusieurs fois pour moribond il a surmonté les échéances de Pâques, du 1<sup>er</sup> Mai et doit se donner les moyens de surmonter celle des vacances.

«L'abrogation de la réforme reste l'objectif essentiel du mouvement. En ce qui concerne les examens, il apparaît aujourd'hui clairement que le pouvoir se sent assez fort pour adopter des positions intransigeantes. Les étudiants ne peuvent accepter ce mode de répression de la grève. De plus, notre lutte depuis de nombreuses années se donnait comme objectif la remise en cause des examens, instrument de division des étudiants et de reproduction des hiérarchies sociales. Dans la mesure où l'État et les enseignants réactionnaires imposeraient des modalités d'examens normales, qui aboutiraient de toute façon à une hécatombe, les étudiants les boycotteront comme ils l'ont déjà fait dans plusieurs centres.

«Les modalités qui sont ou seront proposées dans les assemblées générales pour le passage des examens, doivent à notre sens se fixer pour objectif la validation de l'année pour tous. Notre position se résume donc ainsi : ou bien nous imposons nos conditions pour les modalités de passage des examens, ou bien nous les boycottons. Le problème de la session de septembre doit être posé dès maintenant dans les assemblées générales, pour permettre la mise en place de structures de lutte afin de maintenir le

rapport de force pour la poursuite du mouvement.

«La coordination nationale de Rennes appelle à la coordination de Toulouse et demande que les délégués soient clairement mandatés sur le problème des examens dans les facultés en grève et celles où les examens sont invalidés.

«Face à la répression qui s'abat sur les étudiants engagés dans la lutte contre la réforme du 2<sup>e</sup> cycle et sur les luttes populaires — inculpation des camarades de Nancy, Strasbourg, Paris, 80 étudiants interdits de séjour à Clignancourt — il semble urgent de prendre les moyens de se défendre et de riposter avant la venue des vacances qui sera l'occasion privilégiée pour le gouvernement de réprimer nos camarades isolés. Nous proposons donc la création d'une structure de lutte contre la répression sur les bases de centralisation des informations et leur retransmission, prise de contact avec les avocats, possibilité de convoquer des assemblées générales et de répondre à cette répression par différents moyens à mettre en place.

«Il faut que les étudiants, qu'ils soient soumis au contrôle continu ou terminal, connaissent les mêmes modalités concernant les examens. Qu'on les passe ou qu'on les boycotte.»

Seuls les trotskystes de Rennes avaient participé à cette coordination de peur d'être démasqués et rejetés par leurs assemblées générales qui l'avaient organisée. Déjà dénoncés par les délégués des facultés en grève pour leur tentatives de dénaturer la coordination et de la transformer en un simple échange de vues, ils reçurent encore une gifle bien plus cinglante lorsque fut adoptée cette motion.



## Brève introduction à l'étude de l'économie politique (1)

*Pourquoi étudier l'économie politique ?*

*L'économie politique étudie les fondements des rapports sociaux entre les hommes dans les sociétés de classes, les fondements des antagonismes entre les classes, entre les nations, entre les différents systèmes sociaux.*

*A ce titre l'économie politique n'est pas une discipline réservée aux spécialistes. La connaissance des mécanismes économiques fondamentaux est indispensable à celui qui veut comprendre le fonctionnement de notre société.*

*Aujourd'hui nous commençons la publication du document « Brève introduction à l'étude de l'économie politique ». Nous publierons la suite chaque lundi en page 6.*

### LES MÉCANISMES DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Par rapport aux systèmes économiques précédents, le système capitaliste possède deux caractéristiques particulières :

— C'est un système où la production de richesses peut être bien supérieure à ce que nécessite l'entretien des travailleurs. *Ce surplus économique qui différencie le capitalisme de la communauté primitive et même de la féodalité, est rendu possible par le progrès technique et la division du travail.*

En ce sens — et Marx a fortement insisté sur ce point — le capitalisme représente un progrès de l'humanité par rapport aux systèmes qui l'ont précédé.

— Le capitalisme est un système fondé sur l'échange. *Ici tout devient objet d'échange, c'est-à-dire marchandise.* Cette règle est valable également pour la force de travail humaine.

Le point de départ de l'analyse du capitalisme, c'est justement l'étude de la marchandise. Nous étudierons par la suite la monnaie et les prix, le capital et la plus-value, l'accumulation et la concentration du capital, avant d'aborder les principales contradictions du système capitaliste.

### LA MARCHANDISE

*La marchandise, c'est un objet matériel reproductible (1) fabriqué en vue de*

*l'échange, c'est-à-dire de l'achat et de la vente.*

La marchandise apparaît toujours sous un double aspect :

— *sa valeur d'usage*, le fait qu'elle permet de satisfaire certains besoins humains. Cette valeur d'usage provient du *travail concret* inclus dans la marchandise.

— *sa valeur d'échange* la proportion quantitative dans laquelle les différentes valeurs d'usage peuvent s'échanger entre elles. Exemple : 1 costume « vaut » 5 paires de chaussures ; 1 voiture « vaut » 10 vélos.

Le seul élément commun aux différentes marchandises, c'est d'être le *fruit du travail humain*. Mais attention ! il ne s'agit pas ici du travail concret. En effet, il est impossible de comparer entre eux les différents travaux concrets (par exemple le travail de l'ouvrier agricole et celui de l'ouvrier soudeur). Le seul élément commun aux différentes marchandises c'est d'être le fruit d'une certaine dépense d'énergie physiologique, que Marx nomme le *travail abstrait*.

D'autre part, ce n'est pas le travail d'un individu isolé, déterminé, qui est pris ici en considération ; d'abord parce que dans la production capitaliste un individu ne travaille presque jamais seul, mais au sein d'une division du travail ; ensuite parce que la durée et la qualité des travaux effectués pour produire une marchandise peuvent varier suivant les individus. Aussi considère-t-on que seul le *travail social moyen* détermine la valeur d'échange.

En définitive la loi de la valeur peut se formuler ainsi : *la valeur d'une marchandise est proportionnelle à la quantité de travail socialement nécessaire à sa production.*

Cette loi caractérise tous les systèmes de production fondés sur l'échange, mais son fonctionnement est faussé et modifié de différentes manières. Ainsi dans le système capitaliste le progrès technique fait constamment diminuer le temps de production de certaines marchandises et par conséquent leur valeur. Le prix de ces marchandises ne baisse pas nécessairement pour autant, par suite de l'existence des prix de monopoles (absence de concurrence), ou de fluctuations des marchés.

(A suivre)

(1) Marx a précisé que les objets non reproductibles — par exemple les tableaux de maîtres — ne sont pas des marchandises, et par conséquent ne sont pas soumis aux lois de la marchandise.

## 1er rassemblement ouvrier organisé à Lyon le 22 mai

### Un succès encourageant

C'est une centaine de personnes qui est venue au rassemblement ouvrier de Lyon qui a duré tout l'après-midi du samedi 22 mai. C'est la 1ère fois que nous organisons une manifestation de ce genre et il y a eu des insuffisances techniques et d'organisation : nous devons faire soigneusement le bilan de façon à améliorer toujours plus notre travail, mais ceci ne remet pas en cause l'important effort de préparation, décoration, etc. réalisé par bon nombre de camarades et amis.

Entre autres activités du rassemblement : stands de boîtes, de la JCMLF, du MIL, d'HR, etc., un chanteur ouvrier, des montages diapos intéressants sur les luttes comme « Darboy imprime Darboy » (une expérience analogue à celle des Lip), les grèves des Câbles de Lyon à Clichy et des banques, le montage du MIL sur le social-impérialisme. A également été projeté le film remarquable « Peuple héroïque » réalisé par les combattants cambodgiens qui montre concrètement comment le peuple du Kampuchéa a pu réaliser des miracles dans la production comme dans la lutte armée grâce à la mobilisation des masses comptant d'abord sur leurs propres forces.

Les interventions détaillées de travailleurs sur la situation dans leur entreprise : Paris-Rhône, le Compresseur frigorifique, PUK, Berliet, l'intervention internationaliste d'un représentant de l'ASSEC à propos des Comores, celle de Papinski sur la répression dans l'enseignement ainsi qu'un montage diapos très vivant sur la situation dans les hôpitaux réalisé par des camarades de St-Étienne ont marqué la dernière partie du ras-

semblement et une motion de soutien a été envoyée à notre camarade Romain Le Gal.

Il faut regretter aussi que le PCR (ml) n'ait pas cru

bon de participer d'aucune manière au rassemblement ouvrier, malgré les invitations précises qui lui avaient été faites.

Correspondant HR.

### Meeting contre la répression à Granville (Manche)

Le mardi 18 mai, le CIPAF (Comité d'information populaire antifasciste) organisé un meeting contre la répression.

Ce fut d'abord un travailleur de Claudel Nestlé (Villedieu) qui intervint et dénonça la répression qui s'abat sur la section syndicale CFDT très combattive qui regroupe plus de 80 % des ouvriers. Le ministre Durafor vient d'autoriser le licenciement de deux délégués CFDT. Les usines Claudel se sont mises aussitôt en grève... Le camarade de Claudel exprima avec force la détermination des ouvriers à lutter jusqu'au bout contre les licenciements et la répression.

Puis un camarade de l'« Humanité rouge » expliqua la répression qui s'abat sur les marxistes-léninistes de Lorient et les masses laborieuses en lutte. Il dénonça violemment par des exemples concrets le trahison du faux parti communiste français.

L'intervention de notre camarade a été largement applaudie ce qui provoqua la colère de quelques organisateurs de la soirée suivies par rapport au PCF et soucieux d'avoir avec lui de bonnes relations. Un des res-

ponsables locaux de ce parti se ridiculisa alors en quittant la salle et en déclarant quitter le comité qui avait autorisé l'intervention du camarade. Il faut dire que le PCF présent à la création du comité a ensuite singulièrement brillé par son absence aux réunions.

La parole fut ensuite donnée à Guy Caro qui parla de la riposte populaire organisée en Bretagne contre la répression.

Le débat qui suivit montra la détermination des travailleurs de la Manche à s'opposer à la répression et à refuser les licenciements chez Claudel. Un camarade paysan travailleur intervint et insista sur la nécessité de l'unité ouvriers paysans contre les licenciements. Il expliqua que Claudel licencie aussi les petits producteurs « peu rentables », que les travailleurs à l'usine ou à la terre ont les mêmes ennemis et que la victoire dépend de leur unité.

Vive l'unité ouvriers paysans ! Libérons nos camarades et tous les prisonniers politiques ! Déjouons les manœuvres des révisionnistes et organisons une riposte de masse contre la répression !

Correspondant HR.

### MEETINGS

#### FAMECK (MOSELLE)

Camarade... Demain, tu seras peut-être au chômage. Ou peut-être y es-tu déjà.

Tu subiras peut-être les semonces d'un surveillant général fasciste... La répression à l'école comme le chômage sont des produits du capitalisme. Le lycée, la faculté sont des institutions qui servent la bourgeoisie. A la fac, on forme les cadres de demain ;

et dans les CET, les « bons ouvriers bien sages ». Pour discuter de ces problèmes, viens le 29 mai à 14 heures au centre socio-culturel de Fameck ; la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France y organise un après-midi avec un forum sur l'école et le chômage et un film sur la jeunesse chinoise présenté par des personnes qui sont allées en Chine...

#### NICE

La section académique du SGEN-CFCT et le groupe départemental de « l'École émancipée » des Alpes-Maritimes vous invitent à participer à un meeting-débat sur l'inspection, la notation, la répression dans l'enseignement, avec la participation de Jacques Papinski. Ce meeting-débat

aura lieu le lundi 31 mai à 20 h 30 salle Bréa, bd Carabancel à Nice.

Rappel : vous pouvez vous procurer deux brochures, « Un instituteur contre l'inspection — le livre blanc de l'affaire Papinski par le comité de soutien d'Homecourt (Meurthe-et-Moselle) » et « le Boui-boui » pamphlet de Jacques Papinski en écrivant à Jacques Papinski 8P 18, 54310 - Homecourt.

## PÉKIN INFORMATION 1 an — 52 Nos — 21,00 F

AU SOMMAIRE DU No 20 DU 17 MAI 1976 :

- Le président Mao rencontre Lee Kuan Yew, premier ministre de la République de Singapour
- Message de félicitation du Comité central du Parti communiste chinois pour le 55e anniversaire de la fondation du Parti communiste roumain
- Soyons les combattants qui critiquent la bourgeoisie — pour le 10e anniversaire de la « directive du 7 mai » du président Mao
- Pyongyang : 3e championnats asiatiques de tennis de table
- Nouveaux rapports de coopération économique entre les pays du tiers monde
- Environnement et développement, etc.

## Communiqué

Journée porte ouverte au foyer Sonacotra de Montreuil samedi 29 mai 1976 à partir de 14 heures

Les travailleurs des foyers Sonacotra luttent depuis un an et s'organisent autour d'un seul et unique comité de coordination représentant tous les comités de résidents des foyers Sonacotra en grève pour de justes revendications (liberté d'expression, droit à des logements salubres à des prix convenables, et reconnaissance du comité de coordination et des comités de ré-

sidents). Le comité de résidents du foyer de Montreuil et des résidents organisaient une journée porte ouverte à la population française et immigrée avec la collaboration du comité de soutien de la fac de Vincennes et du comité local.

Adresse : 16 place Berthier Albrecht Montreuil — métro Mairie de Montreuil (bus 115, arrêt place Villiers) ou métro Gallieni.

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS  
ACHETEZ TOUJOURS  
L'HUMANITÉ ROUGE  
DANS LE MEME KIOSQUE



## La campagne de festivals de la jeunesse révisionniste

# COMMERCE ET APOLITISME

La bourgeoisie arrête et condamne les jeunes, et même une campagne de dénigrement de la jeunesse et la pervertit. Le PCF n'ayant pas les mêmes pouvoirs se contente de la dépolitiser et la livrer pieds et poings liés à la bourgeoisie au pouvoir qui la réprime. Ces deux «tactiques» se complètent et visent un même objectif : baillonner la jeunesse et ses luttes revendicatives. Dans ce but, le PCF organise une série de festivals : voici quelques aperçus de celui de Brest qui s'est déroulé le dimanche 16 mai, qui en disent long sur ceux à venir, et sur la nature pourrie des révisionnistes.

Tout d'abord aux entrées, des jeunes vendaient des tee-shirts, auto-collants et aux différents stands, on pouvait entendre : «Ça marche le commerce ?»

A la fin des spectacles une équipe de J«C» venait racoler les participants pour faire des adhésions, et ne se privait pas d'utiliser l'injure si elle n'y parvenait pas. Il n'était jamais question de discuter. Pourquoi

donc, puisque «c'est la fête».

Et c'était le matraquage des groupes pop, sono à fond, qui empêchait tout débat et n'amenait aucunement les jeunes à participer aux débats sur l'armée, la femme, l'école... d'ailleurs peu suivis et limités. Mais le PCF a d'autres moyens pour faire taire la jeunesse et la détourner de ses préoccupations réelles : l'alcool. Des jeunes tenaient un bar où l'on ne pouvait trouver que des boissons alcoolisées (liqueurs...). Au début de l'après-midi, on rencontrait un nombre incroyable de garçons ou filles ivres, hystériques ou livides, qui allaient ensuite écouter «Au bonheur des dames», fameux groupe fasciste.

Voilà l'œuvre du PCF pour «un socialisme aux couleurs de la France, les libertés, la démocratie... et toutes ces phrases creuses et trompeuses, voilà ce que cette vermine fait pour la jeunesse. Elle l'asservit, la détourne de ses vrais problèmes, de ses vraies luttes, la poussant à fond dans l'individualisme et l'arrivisme.

# APPEL A DES CONTRIBUTIONS PHOTOGRAPHIQUES PLUS NOMBREUSES

Notre quotidien n'a d'autre but que de servir la révolution prolétarienne, la cause de la classe ouvrière et des masses populaires. Tous nos efforts doivent être dirigés dans ce sens. Pour cela, il est nécessaire d'en faire un outil qui serve les masses le mieux possible dans leurs luttes quotidiennes, qui leur permette de combattre pied à pied et dans tous les domaines la bourgeoisie de droite ou de gauches.

Si de ce point de vue, le bilan d'une année d'Humanité rouge quotidienne est (largement) positif, nous avons pourtant beaucoup de progrès encore à faire. Ainsi, prenons la question des photos de luttes : notre retard dans ce domaine est très important, et ce n'est pas sans conséquences. Quelles sont donc les raisons de ce retard ?

Certains camarades ou amis pensent peut-être que nous passons peu de photos

par vigilance politique, pour éviter ces photos au contenu ambigu ou même bourgeois que l'on peut trouver dans d'autres journaux. Ce n'est pas entièrement faux.

D'autres estiment sans doute que le quotidien est déjà trop petit pour contenir toutes les informations et tous les articles qui seraient nécessaires, et que mettre plus de photos n'arrangerait pas les choses.

Ces différents points de vue ne vont pas au fond du problème. En réalité nous avons besoin de plus de photos dans le journal, et de photos qui servent mieux notre combat. Il ne s'agit pas d'une simple question de présentation, mais bien du contenu. Par exemple, la photo de notre affiche du 1er Mai, qui se trouve également sur la couverture du No 13 de Prolétariat, a par elle-même un contenu de classe éclatant ! Aurait-il été possible de la remplacer par un article ? Non. De même, les reportages sur les luttes, aussi vivants soient-ils, ont beaucoup plus de force accompagnés de photos que lorsqu'il n'y a que le texte (cf. No 448 sur les femmes en lutte à la Solmer, No 450 sur Thomson Chauny, No 454 sur les expulsions au Bourget, No 462 sur la grève à la SNCF, No 469 sur la lutte des étudiants contre l'UNEF, etc.). Les photos complètent un texte, elles montrent ce qu'un article ne peut que décrire.

De plus il est certain que la présence de nombreuses photos combattives rendra le journal plus accessible aux travailleurs en lutte, qui

sont parfois rebutés par les «tartines». Or c'est bien chez eux que nous devons nous efforcer de développer prioritairement la diffusion.

Mais concrètement comment faut-il s'y prendre ? Nous pensons que nos camarades et amis doivent avoir en tête l'importance politique de ce problème, et c'est sur eux que nous nous appuyons pour le résoudre. Ainsi, il faut voir s'il est possible de prendre des photos lors de chaque participation à une lutte, lors de chaque reportage ; voir s'il est possible d'en envoyer lors de chaque correspondance. Ne pas hésiter non plus à mobiliser des amis ou des connaissances, à s'appuyer sur les masses. Par exemple les photos de la grève de Sablé nous ont été données par les grévistes eux-mêmes ; ils les avaient faites afin de les utiliser dans la lutte (panneaux) et pour le soutien (marchés, presse...).

Au travail, donc, camarades et amis, pour multiplier les photos au service des luttes de la classe ouvrière et des masses populaires !

NB : Sur le plan technique : au journal, si nous préférons recevoir directement des tirages papier, nous avons la possibilité de développer les pellicules noir et blanc ou de tirer des négatifs (si possible, 24x36 à 800 asa). Mais ce qui est déterminant, c'est la rapidité : n'oublions pas que nous sommes un quotidien ! Le mieux est donc d'envoyer la pellicule, le négatif ou le tirage papier en même temps que l'article correspondant.

AUX CINÉMAS «14 JUILLET»  
4, bd Beaumarchais 75011 Paris  
Métro Bastille

Connaissance de l'Albanie socialiste

EXPOSITION  
21 MAI — 5 JUIN 1976  
de 14 h à 24 h  
tous les jours

Exposition photographique sur la lutte de libération nationale de l'Albanie ;

Caricatures albanaises sur les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique ;

Affiches albanaises, des Unions professionnelles de la République populaire d'Albanie ;

Musique ;

Montages audio-visuels tous les jours en soirée ;

Livres, brochures, revues albanaises et sur l'Albanie.

EXPOSITION ORGANISÉE  
PAR LE COMITÉ DE PARIS-SUD  
DE L'ASSOCIATION DES AMITIÉS  
FRANCO-ALBANAISES

## Programmes TV

JEUDI 27 MAI

TF1

20 h 00 : Journal

20 h 30 : Sandokan, feuilleton en 6 épisodes. Une histoire imaginaire de la résistance du peuple malais, au 19e siècle, contre l'occupation britannique. Malheureusement ce sont toujours les «héros qui font l'histoire» et non pas les masses, dans cette série.

21 h 30 : Bilan pour le futur. Le bicentenaire d'une nation, les USA, qui comporte de nombreuses minorités nationales qui subissent une grande partie de l'exploitation, du chômage, etc. Près de 10 millions de chômeurs. Un impérialisme de grande puissance en déclin. Cherchez en vain tout cela dans cette émission.

23 h 00 : Journal.

A2

20 h 00 : Journal.

20 h 30 : Le Grand Echiquier. La fameuse émission de Jacques Chancel, «le Guy Lux de la variété de qualité», tel que pourrait le nommer les spécialistes du PCF, car, ne vous y trompez pas : pour l'essentiel cette «bonne» variété cache les mêmes objectifs idéologiques de la part de la bourgeoisie.

23 h 30 : Journal.

FR3

20 h 40 : Tribune libre. La CFT. Syndicat fasciste qui commence à avoir souvent la parole dans les «médiats» de la bourgeoisie : c'est inadmissible.

20 h 30 : La Grande illusion. Film de Jean Renoir (1937). Réalisé à une époque où la guerre d'a-

gression de l'impérialisme nazi menace, il conte le séjour en camps allemands de prisonniers français de classes différentes, en 1916. Un pacifisme de très mauvais aloi pour l'époque mais qui montre des différences de classes bien senties entre les prisonniers.

22 h 25 : Journal.

VENDREDI 28 MAI

TF1

20 h 00 : Journal.

20 h 30 : Au Théâtre ce soir. Pour Karime. Non seulement c'est du théâtre archi-réactionnaire et vulgaire, mais en plus c'est du théâtre sioniste.

23 h 00 : Journal.

A2

19 h 20 : Actualités régionales.

20 h 00 : Journal.

21 h 30 : Apostrophes. Emission de Bernard Pivot. Avez-vous le sens de l'Etat ? (de l'Etat bourgeois bien sûr). Question posée par Pivot à 3 messieurs honorables, haut placés, mais peu respectables : en somme, de grands bourgeois.

22 h 40 : Journal.

FR3

20 h 30 : Vendredi. Service public : le crédit. Tout le monde avec cette émission veut dénoncer la pratique du crédit comme contraire aux intérêts du peuple ? Même Galley, ministre bourgeois de l'équipement ? Allons donc...

22 h 20 : Journal.



Pour la correspondance  
avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

## USA

# INTERVIEW

# DE MICHAEL KLONSKY (3)

Comment la Ligue Octobre analyse-t-elle la situation mondiale, et en particulier les fantastiques concentrations d'armements en Europe, de la part des deux superpuissances et plus particulièrement du social-impérialisme ?

Que pensez-vous d'autre part des événements du Portugal et de l'Angola ?

Pour parler de la situation internationale aujourd'hui, il faut souligner tout d'abord deux facteurs :

— les rapides succès enregistrés dans le monde par les luttes révolutionnaires et les victoires des peuples du tiers monde, comme au Vietnam, au Cambodge, au Laos, et dans les anciennes colonies africaines, ainsi que la résistance accrue du tiers monde aux entreprises hégémoniques étrangères.

— la rivalité grandissante des deux superpuissances et les dangers de guerre.

Nous pensons qu'aussi longtemps que les USA et l'URSS rivaliseront pour la conquête de sphères d'influence et la domination mondiale, ils seront sur le point d'entrer en conflit l'un avec l'autre.

A présent, le point principal de leur rivalité c'est l'Europe, qui était déjà l'objectif des deux premières guerres mondiales. Nous pensons que si la 3e guerre mondiale éclate, son objectif sera la redivision des centres industriels d'Europe et de ses flancs comme le Moyen-Orient. Cela explique le formidable amoncellement d'armes dans cette région du monde, particulièrement de la part de l'URSS.

Les USA, qui remplacèrent Hitler, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et devinrent l'ennemi No 1 des peuples du monde, ont perdu de leur puissance, et sont sur une pente descendante. L'URSS, de son côté, s'active pour remplacer l'impérialisme US, et a réussi en plusieurs endroits — dans certains pays, elle n'en est qu'au stade de « rêves » et d'« espérances », enfin, elle a été fermement contenue dans d'autres points du globe. C'est l'URSS aujourd'hui qui représente la menace la plus grave d'une nouvelle guerre mondiale.

Partout en Europe, on peut constater les résultats de cette rivalité. La force de l'URSS est aujourd'hui bien supérieure à celle des USA, en raison du nombre de ses troupes et de sa position stratégique privilégiée. Une de ses tactiques consiste à développer et transformer les partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest en 5e colonne du social-impérialisme, de la même façon qu'Hitler avait fait avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Les sociaux-impérialistes soviétiques utilisent les partis révisionnistes français, scandinaves, etc. (le meilleur exemple de cela étant le PCP), comme une véritable arme pour remplacer la domination américaine par la domination russe.

Le plus dangereux, c'est qu'ils agissent sous le drapeau du socialisme. C'est ce qui s'est passé au Portugal où, dès la chute du vieux gouvernement colonialiste et fasciste, les sociaux-impérialistes et leurs agents révisionnistes tentèrent par tous les moyens de s'emparer du pays. Ils utilisèrent mensonges, sabotage des élections, coups d'État,

etc., pour porter au pouvoir un gouvernement minoritaire social-fasciste.

Leur plan était de transformer une partie stratégique de l'Europe en base pour le social-impérialisme, servant au contrôle des mers et à la construction d'un front à partir duquel ils pourraient un jour envahir la totalité de l'Europe. Dès qu'ils furent confrontés à une résistance de la part des masses ainsi que des secteurs de la bourgeoisie, ils décrétèrent immédiatement qu'il s'agissait d'une campagne anticommuniste.

S'il y a certains anticommunistes dans le mouvement d'opposition à l'expansion soviétique, il est fondamentalement faux d'appeler ce mouvement simplement « anti-communiste ». En effet, d'une part, les forces qu'ils combattent ne sont en rien communistes, d'autre part, parmi les masses populaires opposées à l'hégémonisme social-impérialiste se trouvent de nombreux communistes et militants progressistes de la classe ouvrière.



Nous soutenons donc la lutte du peuple portugais contre, à la fois, l'impérialisme et le social-impérialisme. Notre tâche particulière, en tant que marxistes-léninistes américains, au sein d'une des deux superpuissances, est de nous opposer à la présence américaine partout dans le monde, et finalement faire la révolution et renverser l'impérialisme US, et construire le socialisme aux États-Unis. Mais nous devons réaliser que c'est seulement dans le contexte d'une lutte à l'échelle mondiale, pour renverser et détruire les deux superpuissances, que nous pouvons réaliser cela effectivement.

Un autre bon exemple de la lutte contre les superpuissances, est l'Angola, où les sociaux-impérialistes ont utilisé la défaite du colonialisme portugais pour s'immiscer dans ce pays, et prendre pied en Afrique, ce qu'ils ont toujours rêvé de faire, pour des raisons à la fois économiques et stratégiques.

C'est pourquoi l'URSS a envoyé de grandes quantités d'armes en Angola, ainsi que des soi-disant conseillers et troupes. Elle a également utilisé des troupes du tiers monde, de Cuba en particulier, pour aller se battre et mourir à sa place.

Elle a utilisé des tactiques sournoises pour diviser les mouvements de résistance angolais, faisant le jeu de l'un contre les deux autres, proclamant que celui-ci était le seul mouvement de libération véritable, malgré le fait que les 3 mouvements aient engagé la lutte contre le colonialisme.

Jamais l'URSS, au moment de la lutte contre le colonialisme portugais, n'avait donné ces armements sophistiqués aux combattants de la libération. Brusquement, ils se sont déclarés les meilleurs alliés des mouvements de libération, et ont déversé de grandes quantités d'armes pour soi-disant aider un des mouvements.

En tant que marxistes-léninistes américains, nous devons analyser cela comme une tentative de remplacement de la domination d'un impérialisme par un autre.

Nous disons, quant à nous, que toutes les forces étrangères doivent se retirer de l'Angola, y compris l'URSS, les USA, l'Afrique

le capitalisme monopoliste US, et à établir la dictature du prolétariat.

Cela signifie, tout particulièrement pour nous, défendre le droit à l'autodétermination pour les nationalités opprimées par notre propre bourgeoisie impérialiste américaine.

Nous devons par exemple, défendre les luttes pour l'indépendance de Puerto-Rico, de toutes nos forces, ainsi que les luttes et mouvements de libération contre l'impérialisme US.

Nous avons mobilisé et organisé la classe ouvrière dans le Fight Back, contre les attaques du capitalisme monopoliste US. Nous avons essayé, en même temps, de mobiliser le peuple pour qu'il se tienne au coude à coude avec les peuples du monde entier, en lutte contre le fascisme, la réaction et le social-fascisme.

Mais quels que soient les particularités et aspects que la situation mondiale puisse prendre, que nous soyons dans une période de développement relativement pacifique, ou dans des conditions de guerre mondiale, que nous nous trouvions placés sous les conditions du fascisme ou de la démocratie bourgeoise, rien ne pourra nous détourner de notre objectif stratégique, et jamais notre combat ne sera fini tant qu'existera la bourgeoisie, ici et n'importe où dans le monde.

Aujourd'hui, le parti révisionniste demande que nous laissions tomber notre opposition à l'URSS, et que nous n'attaquions que l'impérialisme US.

Ils répandent le mythe de la détente pour masquer le rapide développement militaire du social-impérialisme, ainsi que les propres préparatifs de guerre et l'expansionnisme de l'impérialisme américain.

Ils essaient de faire croire que les superpuissances peuvent régler pacifiquement leurs problèmes entre elles. Mais nous savons que l'impérialisme est la cause de la guerre, et si aujourd'hui une propagande vicieuse blâme les peuples arabes et du tiers monde pour les problèmes mondiaux, c'est notre propre responsabilité de marxistes-léninistes américains d'exposer ces mensonges, de montrer qu'il est juste pour les peuples du tiers monde d'être les maîtres de leur propre pays, que ceux-ci ne représentent, en aucune manière, un danger pour la sécurité américaine, et que c'est au contraire à la classe ouvrière américaine d'appuyer les luttes de ces peuples, contre leur ennemi commun.

Notre devoir, enfin, est de promouvoir un réel internationalisme entre la classe ouvrière américaine, les peuples et pays du tiers et du second monde, dans une lutte unie contre les deux superpuissances.

Nous nous sommes efforcés de suivre avec attention les tendances à l'unification dans le mouvement communiste mondial, centré autour du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, et plus particulièrement au sein des authentiques mouvements communistes en France et en Allemagne.

Je désirerais aujourd'hui transmettre les salutations de la Ligue Octobre aux camarades de l'Humanité rouge, et leur souhaiter plein succès dans notre lutte commune.

FIN